

**SECTION « RÉGLEMENTS »**

**INDICATEUR : 040 / 364 - 48 / 02**

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

**SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2014**

**58<sup>EME</sup> OBJET - 0 :**

- 040 : IMPÔTS, TAXES ET REDEVANCES
- 364 : TAXES SUR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES ET AGRICOLES
- 48 : AUTRES TAXES OU REDEVANCES SUR LES ENTREPRISES
- 02 : *COMMERCES DE FRITES ET PRODUITS CHAUDS DE CONSOMMATION A EMPORTER SITUÉ  
TANT EN TERRAIN PRIVÉ QUE SUR LA VOIE PUBLIQUE*

TAXE DIRECTE

Présidence de M. Elio DI RUPO, Bourgmestre-Président

Présents :

M. MARTIN, M. LECOCQ, Mme HOUDART, M. SAKAS, M. LAFOSSE, M. DARVILLE, Mme OUALI, Échevins

M. Marc BARVAIS, Président du CPAS

M. DUPONT, M. TONDREAU, Mme KAPOMPOLE, M. MILLER, M. ROSSI, M. MANDERLIER, M. DEL BORRELLO, Mme MOUCHERON, Mme NAHIME, M. G. HAMBYE, M. JACQUEMIN, Mme BRICHAUX, Mme JOB, Mme BOUROUBA, Mme WAELPUT, M. BOUCHEZ, M. POURTOIS, M. KAYEMBE KALUNGA, M. MELIS, Mme DE JAER, M. JOOS, M. ANTONINI, Mme WUILBAUT-VAN HOORDE, Mme JUDE, M. ANDRE, M. DUFRANE, M. BERNARD, Mme URBAIN, Mme MEUNIER, Mme MARNEFFE, MM. BEUGNIES, Fr. HAMBYE, Conseillers communaux

et M. Philippe LIBIEZ, Directeur Général faisant fonction.

Le Conseil communal,

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30,

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 18 décembre 2006, décidant la mise en application de l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, relatif à l'enrôlement d'office, approuvée par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 25 janvier 2007,

Vu la délibération du Conseil communal adoptant le plan de gestion,

Vu la Circulaire du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2015,

Vu la décision du Collège communal, prise en séance du 05 décembre 2014, décidant de proposer au Conseil communal, pour les exercices 2015 à 2019, d'indexer de 2,61 % les taux (2013), des diverses taxes y mentionnées, conformément aux directives énoncées à la Circulaire budgétaire sus évoquée ;

Vu le Décret du Conseil régional wallon du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'art. 1124 – 40 – § 1 – 3° ;

Vu la communication du projet de délibération au Directeur financier faite en date du 1er décembre 2014, et ce conformément à l'article L1124 – 40 § 1<sup>er</sup>, 3° (incidence financière supérieure à 22.000 €) du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable remis par le Directeur financier ce même 1<sup>er</sup> décembre 2014 et joint en annexe ;

Considérant qu'il y a lieu d'obvier à l'état des finances communales,

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré en séance publique,

**Décide** par : 33 voix, contre 8

**Article 1** : *Objet de la taxe.*

Les commerces de frites et produits chauds de consommation à emporter, situés tant en terrain privé que sur la voie publique.

Par commerce de frites (hot dogs, beignets, etc.) à emporter, dans le présent règlement, on entend les établissements dont l'activité consiste, exclusivement ou non, à vendre des produits de petite restauration communément destinés à être consommés avant de refroidir et dont les acheteurs sont amenés à se défaire de leurs emballages dans les récipients prévus à cet effet sur la voie publique.

**Article 2** : *Validité.*

La présente délibération est établie pour les exercices 2015 à 2019.

**Article 3** : *Redevable.*

La taxe est due par l'exploitant.

**Article 4** : *Taux de la taxe.*

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- a) **COMMERCES SITUÉS À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE DES BOULEVARDS** :  
Forfait trimestriel indivisible 256,525 €
- b) **COMMERCES SITUÉS À L'EXTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE DES BOULEVARDS** :  
Forfait trimestriel indivisible de 205,22 €
- c) **COMMERCES QUI S'INSCRIVENT DANS LE CADRE D'UN MARCHÉ PUBLIC, D'UNE FOIRE À CARACTÈRE COMMERCIAL OU D'UNE BRADERIE**:  
Forfait journalier de 3,0783 € par jour entamé d'activité.

**Article 5** : *Exonération.*

Sont exclus de la base taxable :

- les commerces situés sur les champs de foire, fêtes foraines et ducasses dont la liste est arrêtée par le Collège communal.

**Article 6** : *Perception.*

La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 7** : *Déclaration.*

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition.

En cas de non-respect des dispositions qui précèdent, sera entamée la procédure de taxation d'office conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Article 8** : *Enrôlement – Recouvrement – Contentieux.*

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition.

**Article 9** :

Dans le cadre de la « tutelle spéciale d'approbation » conformément à l'article L3132-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation la présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon.

En séance à Mons, le 16 décembre 2014,

Par le Conseil :

(sé) Le Directeur général faisant fonction.

(sé) Le Bourgmestre – Président.

Délibération approuvée par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie, en date du 09 février 2015.